

Crise du porc frais au Canada



PHOTO : OLYMEL

La force du dollar canadien force Maple Leaf et Olymel à repenser toute leur stratégie d'affaires. Pour les deux plus gros joueurs au pays, c'est une question de survie! Le premier se retire de l'industrie. L'autre tente de la sauver.

Par Nicolas Mesly

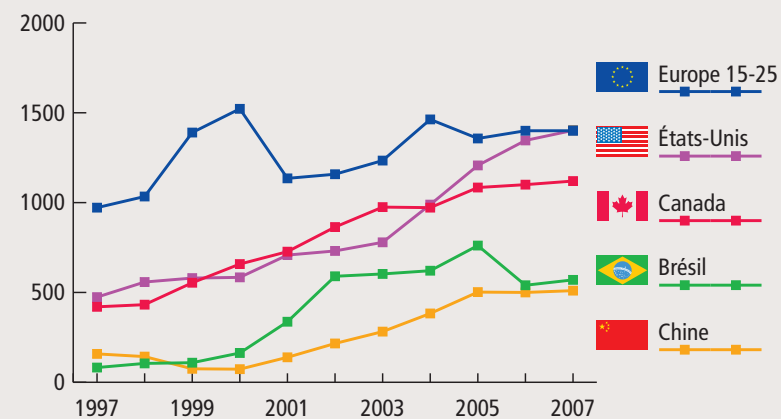
MAPLE LEAF contre-attaque

Le plus important transformateur agroalimentaire au pays abandonne le marché d'exportation de porcs frais. La force du dollar canadien a forcé l'empire Maple Leaf à réorienter sa stratégie d'affaires. Ses coupes de viandes sont devenues trop dispendieuses pour les acheteurs du monde entier. L'entreprise misera dorénavant sur des produits transformés à haute valeur ajoutée, saucisses et petits plats vendus sous ses marques maison. Une contre-attaque prévue pour retrouver le chemin de la rentabilité d'ici 2009.

L'appréciation de 40 % du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des trois dernières années a mis de l'eau dans le carburant de la machine Maple Leaf rodée pour les marchés étrangers. Quatre-vingts pour cent du porc actuellement transformé en viande fraîche est destiné à l'exportation. Toutefois, « l'avantage du coût de l'alimentation par rapport aux États-Unis, 10 \$ par porc, s'est converti en désavantage de 1 \$ à 2 \$ par animal », a estimé Michael McCain, président et directeur général de Maple Leaf Foods

**Le Canada est en perte de vitesse!
Il passe de second exportateur mondial
à troisième après les États-Unis.**

Tableau 1
Évolution des exportations de pays exportateurs
(en milliers de tonnes) 1997-2007



Source : USDA, FAS World Market and Trade.
Données de l'Europe : 2000 et plus
sont pour l'Europe à 25,
avant 2000 Europe à 15
(adapté par Groupe AGÉCO, 2006)

dans un communiqué émis par la compagnie. Celui-ci estime que la perte annuelle de profit de 100 millions \$ de l'entreprise est directement imputable à son manque de compétitivité. La valeur des actions de Maple Leaf a dégringolé de 25 % en 2005 sur le parquet de la bourse de Toronto.

UN SEUL GROS ABATTOIR

La nouvelle stratégie de Maple Leaf ne sera pas sans conséquences pour l'industrie porcine canadienne. La compagnie entend regrouper toutes ses opérations d'abattage de porc frais dans un seul de ses abattoirs, celui de Brandon au Manitoba. On prévoit ajouter un second quart de travail et abattre plus de 80 000 porcs par semaine. « Au Canada, trois abattoirs sur 23 fonctionnent avec deux quarts de travail. Tandis que 17 des 20 premiers abattoirs américains fonctionnent avec deux quarts de travail et produisent 50 % de la production américaine de porcs », a souligné M. McCain.

Le regroupement de l'abattage de porcs frais dans le seul abattoir de Brandon est jugé essentiel pour atteindre une économie d'échelle, contrer l'effet de la montée en flèche du dollar, enrayer l'inefficacité du présent système, et faire face à la concurrence des États-Unis et des pays émergents comme la Chine et ceux de l'Amérique latine qui produisent le kilo de porc à moins cher.

L'ajout d'un deuxième quart de travail à l'abattoir de Brandon devrait créer 1000 nouveaux emplois. Toutefois, Maple Leaf devra conclure une entente avec la ville de Brandon pour moderniser l'usine de traitement des eaux usées et répondre aux nouvelles normes provinciales de rejets de

phosphore et de nitrate « parmi les plus rigoureuses en Amérique du Nord ». Maple Leaf prévoit injecter 50 millions \$ dans ses opérations de Brandon et le deuxième quart de travail devrait débuter fin 2007.

Quant aux cinq autres abattoirs, propriété de l'empire agroalimentaire, ils sont à vendre, dont deux usines vieillottes situées à Winnipeg et à Saskatoon, mettant en jeu l'avenir de 1450 employés. Maple Leaf a tué dans l'œuf l'investissement de 110 millions \$ pour remplacer l'abattoir de Saskatoon vieux de 65 ans par une usine de découpe moderne. L'entreprise entend se départir également de ses usines à Lethbridge en Alberta et à Berwick en Nouvelle-Écosse qui emploient 815 personnes. L'abattoir de Burlington, le plus important en Ontario, avec 1000 employés, pourrait être le plus attrayant pour un éventuel acheteur. Mais quel prix serait-on prêt à payer pour un abattoir délaissé parce qu'il n'est pas rentable.

INTÉGRATION DE A À Z

Maple Leaf adopte un modèle de production complètement intégré. La compagnie n'abattrait dorénavant que ses propres animaux tout en suivant un régime minceur. Le plus gros producteur de porc canadien prévoit réduire son troupeau de truies de 125 000 à 50 000 bêtes. Il détient 22 % d'intérêt dans les porcs d'élevage à travers une série d'ententes avec des petits producteurs. La compagnie entend aussi réduire le nombre de ses parcs d'engraisements de 17 à « un ou deux ».

Au cours des trois prochaines années, Maple Leaf prévoit réduire le volume de porc abattu de 7 millions à 3 ou 4 millions de bêtes. Et 70 % de ces animaux vont servir à concocter des produits à valeur ajoutée, une hausse de 20 % par rapport à l'actuelle transformation.

« Le résultat se traduira par une compagnie de viande et de boulangerie plus efficace, beaucoup moins vulnérable aux fluctuations du taux de change et aux marchés des commodités », a indiqué Michael McCain. La réorganisation de la chaîne de valeur du géant agroalimentaire devrait générer 100 millions de profits avant taxes en 2009. Toutefois les coûts d'implantation de la nouvelle stratégie sont estimés entre 80 et 120 millions \$.

Avec le concours de *Maple Leaf takes an axe to pork operations*, David Parkinson and Handy Hoffman, *The Globe and Mail*, October 13, 2006, et *Strong Canadian dollar prompts Maple Leaf expansion*, Laura Rance, *Farmer's Independent Weekly*, 5 octobre 2006.

Bravo !

Vous avez choisi une meilleure façon de procéder avec Enterisol Ileitis.

Une attitude progressive, l'adoption de nouvelles technologies et une attention aux préférences du consommateur ont longtemps été les clés du succès dans l'industrie du porc. Enterisol Ileitis, le premier et le seul vaccin contre l'iléite, offre une nouvelle direction dans la gestion de cette maladie. En stimulant la propre immunité du porc, une seule dose orale donnée dans l'eau aide à s'assurer d'une performance optimale jusqu'à l'abattage, tout en réduisant la dépendance aux antibiotiques dans la moule. C'est la direction que prend l'industrie.

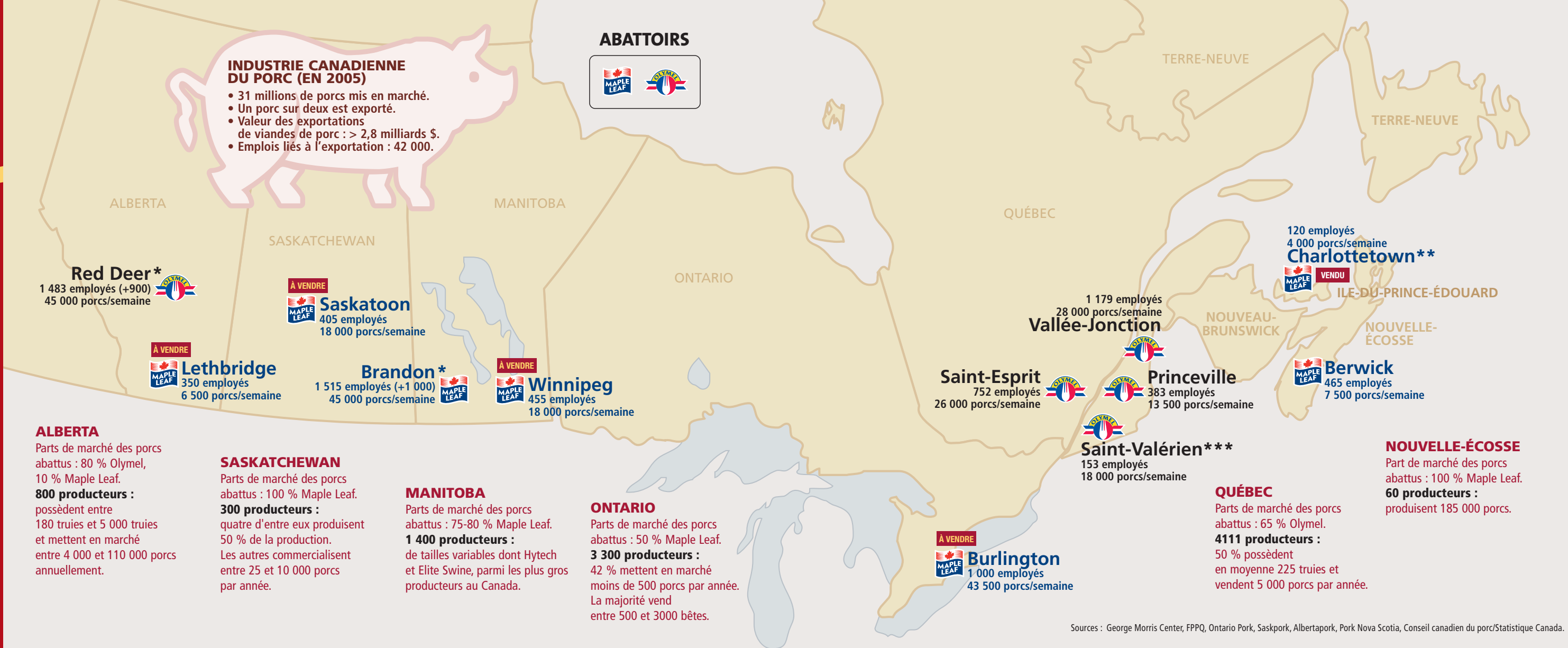
Parlez à votre vétérinaire de cette meilleure façon de procéder.

Enterisol® Ileitis

UNE PRÉVENTION QUI RAPPORTE

Boehringer
Ingelheim

Enterisol Ileitis est une Marque de Commerce Enregistrée de Boehringer Ingelheim Vetmedica, GmbH.



LA RESTRUCTURATION DE MAPLE LEAF alimente une réflexion pancanadienne

« Nous examinons toutes les possibilités. Chose certaine, nous allons nous assurer qu'il y ait un joueur mondial en Ontario, qu'il soit japonais, européen, chinois, américain ou du Royaume-Uni! », explique Curtis Littlejohn, président des producteurs de porcs de l'Ontario, après la décision de Maple Leaf de concentrer toutes ses opérations d'abattage dans un seul abattoir situé plus à l'ouest, à Brandon au Manitoba. Maple Leaf transforme 50 % des porcs abattus en Ontario.

« À titre de producteur de porcs fournisseur de Maple Leaf depuis près de dix ans, ma réaction

initiale en fut une de choc et de sentiment de trahison. Notre partenaire dans la production du porc semble baisser les bras au moment où les producteurs de porcs sont déjà coincés par des revenus faibles et des coûts élevés. Si Maple Leaf ferme ses portes à Burlington, il en coûtera 40 millions \$ par année uniquement pour transporter ces porcs sur les marchés américains », écrit David Vandewalle, dans une lettre diffusée sur le site Internet d'Ontario Pork (www.ontariopork.on.ca/counties/perth.htm).

Dans sa lettre, M. Vandewalle propose la construction en Ontario d'une nouvelle usine d'abattage à la fine pointe de l'art « comparable à celle construite au Danemark par la coopérative Danish Crown, utilisant la robotique, les quarts de travail double, etc. Que ce soit en partenariat avec un transformateur important ou par eux-mêmes, les producteurs de l'Ontario ont la possibilité de définir leur avenir. Les avantages sont sans fin : on élimine les coûts de transport associés au

déplacement de porcs vivants vers les États-Unis et le risque d'imposition de tarifs et de droits compensateurs prohibitifs. »

M. Curtis Littlejohn, qui a visité récemment l'usine danoise (coût de 350 millions \$), n'exclut pas ce genre de scénario. Ni l'achat de l'abattoir de Maple Leaf situé à Burlington, « des pourparlers sont en cours ». OntarioPork prévoit contracter une firme de consultants pour évaluer les différents scénarios incluant la viabilité du marché ontarien en relation avec celui du Québec et de l'ouest du Canada. « Les producteurs de l'Ontario représentent une business de 800 millions \$. Nous allons prendre notre temps pour déterminer notre plan d'affaires. Il sera prêt dans six ou huit mois », spécifie M. Littlejohn.

Par ailleurs, la fermeture annoncée de l'usine de Maple Leaf à Saskatoon n'est pas vraiment une surprise. « Maple Leaf n'a jamais réalisé les investissements qu'elle devait pour construire un nouvel abattoir. Mais sa fermeture est un véritable

recul pour les producteurs de porcs de la Saskatchewan », explique Ross Johnson, un des directeurs de Saskpork.

Le géant agroalimentaire abat un million de porcs par année en Saskatchewan dans une usine construite en 1930 et acquise de Schneider il y a trois ans. Là aussi les producteurs s'inquiètent des coûts de transport, évalués entre 6 \$ et 9 \$ par tête, et de l'organisation logistique requise pour rediriger 18 000 porcs par semaine vers les usines d'Olymel à Red Deer, de Maple Leaf à Brandon ou encore aux États-Unis. Mais c'est surtout la capacité d'abattage de ces nouveaux animaux par les deux usines qui préoccupe : « L'abattoir de Maple Leaf à Brandon n'opère pas encore avec un second quart de travail. De son côté, Olymel a tenté sans succès d'instaurer un deuxième quart à son usine de Red Deer pour abattre 90 000 porcs par semaine. La main-d'œuvre est rare en Alberta en raison du boom pétrolier », explique le directeur général de Saskpork, Neil Ketilson. ►

* Veut doubler le nombre d'abattages
** Vendu : PEI Pork Plus et Garden Province Meats ont acheté l'abattoir de Maple Leaf en 2006 pour produire du porc bio
*** Fermeture prévue en avril 2007

Saskpork envisage aussi plusieurs scénarios pour sauver la mise dont le rachat de l'abattoir de Maple Leaf. Une rencontre est prévue entre les deux parties. On pense également intéresser un autre transformateur dans la province soit « Olymel ou une entreprise américaine ». Et on n'exclut pas un partenariat avec un plus petit joueur pour développer un créneau d'exportation à partir du million de bêtes. Toutefois, le nom des entreprises approchées par Saspork reste secret pour le moment.

Du côté manitobain, la fermeture de l'abattoir de Maple Leaf à Winnipeg, pour concentrer toutes ses opérations d'abattage à Brandon, est bien accueillie. Cette usine, dont le fonctionnement prévoit deux quarts de travail et une capacité d'abattage de plus de 80 000 porcs par semaine, devrait débuter ses opérations en 2007. « Cela nous sécurise à long terme », mentionne Karl Kynoch, président des producteurs de porcs du Manitoba. La province, avec une production record de 9 millions de porcs en 2006, est devenue le plus important producteur de porcs au Canada. Toutefois, l'instauration récente d'un moratoire

stoppe ce formidable essor. Il faudra attendre les résultats des travaux de la Commission gouvernementale sur l'environnement propre pour connaître l'avenir de cette production. « Nous sommes confiants. Car nous respectons des normes environnementales parmi les plus sévères au pays », a indiqué M. Kynoch.

Quant à l'abattoir de Maple Leaf à Lethbridge en Alberta, sa fermeture complète est jugée catastrophique. « On cherche des solutions pour le garder ouvert car c'est un volume de 10 000 bêtes que nous ne savons pas où acheminer. L'absence d'un deuxième quart de travail à l'usine d'Olymel joue contre nous », souligne Bill Mullen d'Alberta Pork. À l'autre bout du pays, à Berwick en Nouvelle-Écosse, on pousse un soupir de soulagement. « Michael McCain nous a assuré qu'il ne vendrait pas l'abattoir pour le moment parce qu'on y fait de la surtransformation et qu'il est rentable », indique Martin Proskamp, président des producteurs de porcs de la province. L'avenir des 465 employés de l'usine et d'une soixantaine de producteurs est en sursis dans un des fiefs de l'empire McCain. ■



PHOTO : OLYMEL

MERIAL et les maladies reliées au CVP2

à l'avant-scène des pathologies émergentes



1 888 MERIAL-1

PORTFOLIO PORCIN

Une gamme de produits porcins pour répondre aux normes HACCP

IVOMEC® Prémélange
IVOMEC® Injectable
TETRADURE®
STRESNIL®
ANAFEN®
VIROCID®
BIO GEL®



1 888 MERIAL-1

©IVOMEC, TETRADURE, ANAFEN et le logo tête de porc sont des marques déposées de Merial.
©STRESNIL est une marque déposée de Janssen Animal Health. ©2006 Merial limitée, Merial Canada, Inc. Tous droits réservés.
©VIROCID et BIO GEL sont des marques déposées de CID LINES.

LA FILIÈRE PORCINE QUÉBÉCOISE en banqueroute?

Le second fleuron de l'industrie agroalimentaire du Québec est au bord de la faillite. En 2006 et au début 2007, la Financière agricole, qui administre le programme d'assurance stabilisation du revenu (ASRA), prévoit verser 246 millions \$ pour renflouer les producteurs de porcs et de porcelets, un montant dix fois plus élevé que l'année précédente. Alors que le prix du porc québécois commandait autrefois une prime, il se transige aujourd'hui en dessous des prix ontarien et américain. « Il y a un problème de rentabilité des abattoirs », explique le président directeur général de la Financière agricole, Jacques Brind'Amours.

Le circovirus a aussi dévasté les élevages de la province. Quelque 500 000 porcs n'ont pas été débités en 2006, privant les producteurs de leur revenu. « En temps normal, la maladie emporte 200 000 bêtes. On a trouvé des vaccins contre le circovirus et la situation devrait s'améliorer en 2007 », poursuit M. Brind'Amours.

Mais le banquier des banquiers doit calmer ses collègues de la caisse populaire Desjardins, son principal client, qui gère les comptes de la majorité des producteurs porcins québécois. Le pourcentage des producteurs en défaut de paiement en 2006 est de 17 % alors qu'une

moyenne normale est de 4 % à 5 %. « On a fait appel à la tolérance au nom de 215 producteurs. » Pas un financier n'est intéressé à opérer lui-même une porcherie, d'autant plus que des faillites en rafale auraient un effet domino dont un impact négatif sur le prix des terres.

De son côté, le vaisseau amiral de l'industrie porcine québécoise, Olymel, a perdu plus de 150 millions \$ depuis trois ans dans ses opérations de porc frais dont plus de 55 millions \$ en 2006, ce qui met aussi à rude épreuve l'estomac des prêteurs. Pour enrayer l'hémorragie, La Coop fédérée (CF), principal actionnaire d'Olymel, a exigé du géant agroalimentaire une stratégie de redressement d'ici 2007-2009. « Perdre de l'argent ne fait pas partie de nos valeurs coopératives », a indiqué Claude Lafleur, chef des opérations de la CF.

De son côté Olymel, qui était parvenu au 8e rang des joueurs mondiaux du commerce de porc frais, a recruté l'ex-premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, pour négocier avec l'ensemble de la filière. Le défi est de taille pour l'habile négociateur qui devra concilier les intérêts de l'Union des producteurs agricoles (UPA), de la Fédération des producteurs de porcs du Québec (FPPQ), et des organisations syndicales de la CSN et de la FTQ. Quelque 4000 travailleurs syndiqués œuvrent dans quatre abattoirs et une usine de découpe d'Olymel répartis dans la province. La taille des usines, les salaires et les conventions collectives, ainsi que l'actuel système de mise en marché sont en jeu.

Olymel a déjà annoncé la fermeture au Québec du complexe de production de Saint-Valérien et de Saint-Simon prévue en mars prochain et qui provoque une mise à pied de 559 employés. Dans l'Ouest, l'entreprise biffe un projet de construction d'abattoir de 200 millions \$ en partenariat avec les entreprises Big Sky Farms du Manitoba et Hytech de la Saskatchewan.

Olymel possède aussi une usine ultramoderne, située à Red Deer en Alberta, capable de rivaliser avec ses concurrents mondiaux. Mais pour rentabiliser l'abattoir de 1300 employés, il faudrait doubler le volume de 45 000 à 90 000 porcs abattus par semaine. L'expérience d'un deuxième quart de travail a été tentée au printemps 2006 mais s'est

Tableau 2		
Concentration transformation		
Transformateur	Capacité d'abattage	
	Porcs par jour	Annuel
Smithfield Foods*	110 000	27 500 000
Danish Crown	90 000	22 000 000
Tyson Foods (incl. IBP)	71 000	17 750 000
Vion	68 000	17 000 000
Swift & Co.	44 500	11 125 000
Cargill (anciennement Excel)	32 000	8 000 000
Olymel	26 100	6 525 000
Hormel Foods	26 000	6 500 000
Maple Leaf	25 000	6 250 000
Premium Standard Farms*	16 100	4 025 000

* La fusion annoncée en 2006 de Smithfield Foods et de Premium Standard Farms fera de la nouvelle compagnie le plus gros transformateur de viande de porc au monde.

Sources : Mary Hendrickson et William Hefferman, *Concentration of Agricultural Markets*, Department of Rural Sociology, University of Missouri, février 2005; *Whole Hog*, 4 mai 2005; Conseil canadien du porc, août 2005; Olymel, novembre 2006.

Tableau 3		
Comparaison des salaires et avantages sociaux (\$ CAN) : taux horaire		
Olymel (moyenne CSN)		24,18 \$
Maple Leaf (Brandon, Mn)	15,83 \$	
Du Breton (CSN)	15,82 \$	
Packers américains (selon Agrometrics)	18,13 \$	

soldée par un échec au coût de 10 millions \$. Le taux de roulement des présents employés est de 130 %. Et il a été impossible pour l'abattoir de recruter 900 personnes supplémentaires, en raison du boom pétrolier sans précédent de l'Alberta « Saoudite ».

Toutefois, malgré ces difficultés, « des producteurs de porcs albertains sont intéressés à une participation dans l'abattoir de Red Deer. En raison de l'insécurité provoquée par les annonces de Maple Leaf, ils veulent sécuriser un débouché pour leur production », précise Claude Lafleur. Quant à l'avenir d'Olymel au Québec, il faudra attendre l'issue des négociations menées par Lucien Bouchard. Ce dernier prévoit un mois de janvier très chaud. ■



PHOTO : OLYMEL



PHOTO : MARTINE DOYON

Maître Lucien Bouchard

sauvera-t-il l'industrie québécoise de porc frais?

Par Nicolas Mesly

Mandaté par Olymel l'automne dernier, l'ex-premier ministre mise sur trois facteurs pour remettre le géant agroalimentaire sur pied : une diminution de la masse salariale, une réduction des coûts d'approvisionnement et une consolidation obligée des usines d'abattage. L'habile négociateur appréhende un mois de janvier très chaud.

Le Coopérateur agricole Votre constat sur la situation d'Olymel?

Lucien Bouchard On en est au niveau de la survie d'une industrie! Ça me fait penser à une situation où un gouvernement accumule un déficit monstre qui s'ajoute chaque année à une dette trop considérable. Il y a un moment où vous devez prendre des décisions que vous ne prendriez pas autrement...

C.A. Des décisions qui vont faire mal?

L.B. Olymel, la famille Brochu, la SGF et La Coop fédérée, l'actionnaire majoritaire, font face à une situation impossible. Ils perdent 55 millions \$ par année dans le porc frais au Québec seulement. Nommez-moi une entreprise qui accepte de perdre 55 millions \$ tout le temps.

C.A. Il n'y a pas de lumière au bout du tunnel?

L.B. Il y a une lumière, mais elle nous montre que ça va s'envenimer. Donc, c'est une industrie qui n'est plus viable dans les conditions actuelles. Et pas pour de petits facteurs.

C.A. Lesquels?

L.B. D'abord, la réévaluation du dollar canadien. Pendant longtemps, le niveau du dollar canadien par rapport au dollar américain a caché les déficiences structurelles de l'industrie. C'est un peu comme s'il y avait un niveau d'eau dans un lac où vous pouvez très bien naviguer. Mais une bonne journée, le lac baisse de deux pieds. Les récifs apparaissent et votre hélice accroche. Notre dollar était un avantage artificiel. Ce n'était pas le cas il y a 20 ans. On avait une industrie agricole hautement performante, une qualité de viande unique au monde, en tout cas en Amérique du Nord. Ce n'est plus le cas. Nos concurrents mettent également sur le marché des produits de haute qualité.

C.A. Premier facteur, le dollar. Quels sont les autres?

L.B. Les Américains se sont intégrés verticalement. Ils contrôlent tous leurs coûts, de la production aux produits transformés. Ils ont des abattoirs d'une capacité d'abattage de 90 000 porcs par semaine. Avec deux de leurs usines, ils peuvent abattre tous nos porcs. Au Québec, notre plus grosse usine abat 35 000 porcs par semaine et nous avons 11 abattoirs, dont certains sont dans des endroits où il n'y a même pas assez de porcs pour les alimenter. ►

C.A. Cela joue contre la compétitivité?

L.B. Les porcs vivants sont acheminés aux abattoirs sans tenir compte des coûts de transport. Cela fait partie de l'ensemble des mesures collectives de mise en marché. C'est très antiéconomique, et ça provoque une situation de compétition qui fait en sorte qu'Olymel paie souvent ses porcs plus chers que les petits abattoirs. Ce morcellement des activités d'abattage nous place en très mauvaise posture face aux Américains. Alors, à moyen et long termes, on doit consolider.

C.A. Le système de mise en marché est à repenser?

L.B. Les mécanismes de mise en marché étaient très innovateurs! Mais avec les changements survenus, ça ne marche plus. Vous voyez, on a dû suspendre le système de l'encan et faire des ententes temporaires. La Régie a tranché sur un prix jusqu'en janvier, considéré d'ailleurs trop élevé par Olymel. Olymel perd de l'argent chaque semaine. Et il y a les coûts de main-d'œuvre.

C.A. Olymel a annoncé la fermeture d'un complexe d'usines prévue pour mars 2007, celles de Saint-Simon et de Saint-Valérien. Près de 600 emplois perdus, ça va être dramatique?

L.B. C'est sûr! Mais l'usine de Saint-Simon n'était pas rentable. Si on veut sauver l'industrie, il y a des mesures à prendre. Dans plusieurs secteurs au Québec, on a dû recentrer nos activités économiques face aux défis asiatiques. Le textile, par exemple, il n'y en aura plus beaucoup à cause de la forte concurrence. Mais nous pensons qu'il y a moyen de sauver l'industrie du porc frais.

C.A. Cette survie passe, selon vous, par une réduction des salaires des travailleurs. Les conventions collectives ont-elles été mal négociées?

L.B. C'était acceptable à une époque où d'autres facteurs permettaient de compenser. Mais ce n'est plus le cas. C'est confirmé par des études indépendantes. Oui, il y a des problèmes structurels et l'industrie du porc frais au Québec n'est plus viable dans les conditions présentes. Alors, il y a deux solutions. Puisque ce n'est plus viable, on arrête tout. Ou bien, avant de faire une telle chose, on travaille fort pour sauver les 4000 emplois dans le porc frais, et cela, en ne comptant que ceux d'Olymel. On ne les sauvera pas tous, mais on croit pouvoir limiter ces pertes.

C.A. Comment?

L.B. En convainquant les parties, syndicats et travailleurs de Vallée-Jonction, de diminuer les coûts de main-d'œuvre (salaires et avantages sociaux) de 30 %. C'est dur, d'autant plus que les travailleurs ont acquis ces conditions dans le temps. Mais même avec cette réduction, ils vont encore, par négociation, être payés plus cher que n'importe quelle usine du même secteur d'activité en Amérique du Nord!

C.A. Je reviens à l'usine de découpe de Saint-Simon. Avez-vous essayé de négocier avec son syndicat?

L.B. Ça ne peut pas rester ouvert. Ce n'est pas rentable.

C.A. Mais avez-vous essayé de négocier?

L.B. On ne peut pas la sauver. Des études réalisées en janvier 2006, avant que j'arrive dans le dossier, concluaient que Saint-Simon n'était pas viable. Et une sentence arbitrale a interprété une lettre d'entente entre le syndicat et Olymel : l'usine ne pouvait pas être fermée puisqu'on prévoyait un transfert de production ailleurs. L'employeur conteste cette sentence en Cour supérieure. Mais de toute façon, l'annonce de fermeture du complexe, prévue pour mars 2007, se situe dans un autre contexte. L'abattoir de Saint-Valérien alimente l'usine de découpes de Saint-Simon. Les deux seront fermées et il n'y aura pas de transfert de production ailleurs qui puisse s'interpréter comme contraire à la lettre d'entente.

C.A. Il était impossible de fermer l'usine de découpe de Saint-Simon tant qu'elle était approvisionnée?

L.B. Exact.

C.A. Vient-on de sacrifier le fournisseur, l'abattoir de Saint-Valérien et ses 153 employés, à cause d'une décision arbitrale?

L.B. C'est un point de vue qu'il n'y a pas lieu de débattre. Olymel a annoncé, en même temps que la fermeture du complexe Saint-Simon – Saint-Valérien, une réduction du niveau global d'approvisionnement et de production. Donc, l'entreprise respecte les exigences de la décision dans la mesure où celle-ci est applicable.

C.A. Doit-on s'attendre à la fermeture d'autres usines?

L.B. On va se battre pour qu'il n'y en ait pas. On travaille présentement avec Vallée-Jonction pour convaincre les employés d'accepter une diminution de salaire. Par contre, les niveaux de salaire de Princeville et de Saint-Esprit sont acceptables.

C.A. Peut-on s'attendre à un mois de janvier très chaud?

L.B. Oui. J'ai l'impression que tout va débloquer en janvier. Parce qu'en même temps qu'on discute avec la CSN d'une réduction des salaires à l'usine de Vallée-Jonction, il y a des échanges avec les producteurs sur la mise en marché, sur les coûts, les modes d'approvisionnement et le mode de partenariat qui pourrait être établi avec les producteurs. ►

« Si on laisse les conditions actuelles prévaloir, on s'en va directement vers le précipice. Il n'y aura plus de production porcine au Québec! Veut-on ça? »



C.A. Où en est-on?

L.B. On échange des scénarios avec la Fédération des producteurs de porcs et l'UPA, au plus haut niveau, avec M. Corbeil et M. Pellerin.

C.A. Olymel abat 75 000 porcs par semaine. Au cas où ça dériverait avec les syndicats et les producteurs, s'il y a une partie de ces bêtes qui se retrouvent sur l'autoroute 20, qu'allez-vous recommander au gouvernement?

L.B. Je ne suis pas au gouvernement. Mais deux choses sont certaines. On va tout faire pour définir des conditions viables pour sauver cette industrie. En gros, on perd 500 emplois, mais c'est dans le but d'en sauver 3500 autres en même temps que tout un pan de l'industrie agroalimentaire québécoise. N'oublions pas l'impact économique de cette activité. On n'a pas les moyens de perdre ces emplois, ni la contribution économique de cette composante agricole. Ça affecterait toute l'industrie agroalimentaire.

C.A. Et les producteurs?

L.B. Pour les producteurs, la situation est désastreuse! Eux aussi, j'en suis convaincu, veulent une industrie viable. Ils ont des investissements considérables. Des familles entières y ont mis les actifs d'une génération de travail.

C.A. Vous envisagez une métamorphose?

L.B. Oui. Une mutation profonde. Pas seulement au Québec, partout au Canada. Olymel se retire même d'OlyWest. Et à défaut de transformer l'industrie québécoise, on ne pourra pas continuer. On souhaite éviter de prendre des décisions aux conséquences beaucoup plus considérables que celles déjà annoncées. Ça fait des mois qu'on avertit les gens de ces conséquences.

C.A. Par exemple?

L.B. Est-ce que les gens s'imaginent qu'Olymel va continuer de perdre 55 millions \$ par année? À un moment donné, faut que ça arrête. Pourquoi ne pas tenter d'éviter la crise? Olymel ne négocie pas pour le plaisir dans le sens que si ça ne marche pas, on continuerait quand même. Non!

C.A. Maple Leaf, principal concurrent canadien d'Olymel, a annoncé ses couleurs il y a trois mois. Non seulement l'entreprise ontarienne consolide ses abattoirs dans un seul abattoir, mais elle abandonne le porc frais pour miser sur la surtransformation. Est-ce qu'Olymel est en retard?

L.B. Maple Leaf a annoncé ses changements pour 2007. Nous, on commence avec la fermeture de deux usines. Mais la différence, c'est qu'on n'a pas émis un communiqué pour dire qu'on fermait tout. On veut sauver cette industrie au Québec. La décision annoncée par Maple Leaf confirme le diagnostic qu'il s'agit de problèmes structurels et globaux. Ils ne sont pas spécifiques à Saint-Simon ou Vallée-Jonction mais à l'ensemble canadien. En plus, les coûts de main-d'œuvre sont moindres au Canada anglais.

C.A. Olymel devra-t-elle adopter la stratégie de Maple Leaf, viser plus de surtransformation, là où c'est payant, et mousser ses propres marques de commerce?

L.B. La surtransformation et les marques de commerce, c'est très important. Mais pour surtransformer, il faut avoir du porc. C'est pas mal plus intelligent de le produire nous même que de l'acheter aux États-Unis. Et on s'en va vers ça! Du côté du Canada anglais, il n'y aura plus beaucoup de porc frais. Il y a une évidence : si on laisse les conditions actuelles prévaloir, on s'en va directement vers le précipice. Il n'y aura plus de production porcine au Québec! Veut-on ça? Non.

C.A. Dans votre stratégie, considérez-vous la construction d'un nouvel abattoir sur le même modèle que vos concurrents internationaux ou encore l'agrandissement d'un présent abattoir dans une région clé?

L.B. Un ou deux. C'est une chose qui est invoquée dans les travaux auxquels j'assiste. L'UPA a même fait une étude, il y a quelques années, qui conclut à la nécessité de construire des établissements plus considérables, avec plus d'efficacité. Mais c'est une solution à moyen terme. On parle d'un méga-abattoir, de centaines de millions de dollars.

C.A. On parle de combien?

L.B. Personne ne le sait exactement. Il va falloir des études plus précises pour savoir quel genre d'usine et où les construire. Ça ne se décidera pas aujourd'hui. Mais rappelons-nous qu'on travaille sur le marché international! Le prix de référence est américain et on produit pour le marché de masse. Les Américains sont en train de gagner au point qu'ils exportent davantage chez nous. Il est grand temps de se ressaisir!

C.A. D'où viendrait le financement?

L.B. Si c'est rentable, les intervenants trouveront l'argent. Quand un projet a du bon sens au point de vue commercial et économique, il y a toujours moyen de faire des montages financiers.

C.A. Peut-on s'attendre à ce que le Québec produise les mêmes volumes de porcs qu'avant?

L.B. Dans l'immédiat, ça ne paraît pas évident. Mais si on réussit à établir des assises viables, il n'y a pas de raison pour qu'on ne réussisse pas à reprendre notre place sur les marchés d'exportation.

C.A. Pensez-vous que la restructuration envisagée d'Olymel va permettre de payer un meilleur prix, le prix américain, aux producteurs?

L.B. C'est un des objectifs poursuivis. Il faut que les producteurs puissent en vivre. On ne peut pas avoir des transformateurs qui font de l'argent, et en bas de la chaîne, des producteurs qui tirent le diable par la queue. Il faut que toute la chaîne fonctionne. On ne pourra pas penser investir dans de gros abattoirs si le premier maillon de la chaîne est anémique. Pour ça, il faut travailler du côté d'un partenariat avec les producteurs.

C.A. Cela voudrait-il dire que les producteurs pourraient devenir partenaires d'Olymel?

L.B. On ne doit pas écarter une option comme celle-là. Au contraire, c'est probablement de ce côté que la solution se trouve. En tout cas, c'est ce dont on discute avec eux.

C.A. Du point de vue de l'acceptabilité sociale, le porc n'a pas la cote dans une partie de la population québécoise, et il y a eu un moratoire. Est-ce que cette filière a un avenir au Québec?

L.B. Je ne comprends pas pourquoi nous serions un des seuls pays au monde qui refuserait de produire du porc. Pourquoi nous imposer des contraintes et refuser de travailler sur des mesures d'atténuation et d'équilibre pour continuer d'être présents dans un marché aussi important et où nous avons développé une expertise reconnue mondialement. Pourquoi les Français, les Danois, les Américains peuvent produire du porc et trouver des mesures d'équilibre? Sommes-nous si différents?

C.A. Il y a des Québécois qui s'opposent...

L.B. Quand les Québécois vont constater qu'ils vont perdre des milliers d'emplois, que ça va affecter tous les secteurs, je ne suis pas sûr qu'ils vont continuer de tenir ce propos. D'ailleurs, il y a des moyens et solutions technologiques pour atténuer les impacts de la production.

C.A. On parle de mégaporcheries.

L.B. Qu'est ce que ça veut dire des mégaporcheries? Il faut définir les termes d'abord. Mais il est certain qu'il faut rationaliser les élevages. Pourquoi ne pas le faire si on constate que de plus grands centres de production auront les moyens de payer les technologies environnementales requises pour la protection de l'environnement? On n'arrêtera pas le monde de tourner. Les gens n'arrêteront pas de s'alimenter. Est-ce qu'on va cesser de produire du porc pour l'acheter des États-Unis? On était meilleurs qu'eux avant. L'industrie agricole, ce n'est pas un péché. C'est une des assises de l'économie du Québec.

C.A. Une question de lucidité?

L.B. Les gens ne réalisent pas toujours que, jusqu'à tout récemment, l'exportation du porc aux États-Unis était plus importante que l'exportation d'électricité. Il y a plus d'emplois dans la production de porc que celle d'électricité! Et elle fait vivre des régions. ■